

Le Président de la République aime le changement, il en a fait son principal argument de campagne. Constatons qu'au Ministère de l'Ecologie, en nommant successivement trois ministres en 18 mois, il aura au moins tenu une de ses promesses électorales. Il ne fait pas bon être locataire de l'Hôtel de ROQUELORE ¹ dans ce gouvernement et avoir des convictions écologiques. Nicole BRICQ, débarquée pour s'être opposée à l'extraction Offshore en face de la Guyane. Delphine BATHO, limogée après avoir contesté son budget d'austérité. Philippe MARTIN pèse désormais chacun de ses arguments au trébuchet, du reste, on ne l'entend pas.

Dès lors, avec un budget d'austérité, quel crédit faut-il accorder à la déclaration de Jean-Marc AYRAULT au sortir de la Conférence Environnementale, sur la création d'une Agence Française de la Biodiversité ? Que cache l'annonce du Ministre de l'Ecologie d'un Parc Naturel Marin à Arcachon et le déblocage de 20 millions d'euros pour la constitution d'Aires Marines Protégées en Méditerranée ?

L'Agence Française de la Biodiversité (AFB), telle qu'elle se préfigure, risque bien d'être une carabistouille de plus. Fruit de la fusion de l'Agence des Aires Marines Protégées (AAMP), des Parcs Naturels Marins, de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) et de l'Atelier Technique des espaces naturels, structures notoirement sous dotées pour pouvoir assumer leurs missions, l'AFB pourrait bien n'être qu'un logo sur papier en-tête.

Etablissement sans moyen ni ambition, simple hochet offert aux écologistes du gouvernement à la veille des élections, le montage juridique et l'affichage de l'Agence Française de la Biodiversité, est le reflet de l'illusion écologiste de ce gouvernement PS-EELV.

Avec un budget annuel de 211 millions d'euros, soit la stricte addition des moyens actuels auxquels viendraient s'ajouter les crédits « Etat biodiversité » déjà provisionnés, l'Agence Française de la Biodiversité est une coquille vide, «cheval de Troie» de la sphère marchande dans l'environnement.

Le budget de l'AFB n'est pas suffisant ? Les hauts fonctionnaires préfigureurs le reconnaissent du bout des lèvres et développent des exposés théoriques sur une logique dite de « **redevance de prélèvements contributifs sur tous les usages de la biodiversité.** » Ainsi glisse-t-on sans le dire vers la monétarisation du vivant, au nom du chiffrage des «services écologiques rendus» par l'environnement.

Dès lors, l'abandon programmé des missions de gestion, de surveillance, de concertation, et de développement durable portées par les Établissements Publics existants dans le domaine de l'eau, de la montagne, de la forêt, de la mer et des littoraux prend tout son sens. La dotation de trois agents pour le nouveau Parc Naturel Marin d'Arcachon quand une douzaine serait nécessaire est conforme au projet.

Réduite à la seule fonction d'observatoire, l'Agence Française de la Biodiversité s'apprête à mettre en œuvre une politique capitaliste et marchande qui se résume à la simple expression : «Dis moi ce que tu détruis, je te dirai combien ça coûte !»

Pour le Parti de Gauche, l'écologie politique ne doit être ni punitive ni marchande. Notre projet écosocialiste indique une volonté, un cap et une ambition pour faire bifurquer, en associant les populations concernées, le modèle de production actuel qui épuise les ressources et saccage l'environnement. Là où cette politique est menée, les résultats sont mesurables et rapides au plus grand bénéfice de l'emploi, du progrès social et de la protection de l'environnement.

¹ Siège du Ministère de l'Écologie du développement durable et de l'énergie – 246 Boulevard Saint Germain Paris